

## FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISES :

## nouveau mandat de deux ans»

C'est pas parce qu'on a donné de l'argent aux grands groupes étatiques que, forcément, ils vont retrouver le sentier lumineux des bénéfices et des succès commerciaux. Il faut du marketing, un état d'esprit, des structures d'organisation. Une nouvelle conception des affaires doit émerger, l'appoint financier de la part de l'Etat serait la dernière phase dans le processus de remise à niveau.

**Ce constat n'incite pas pas à la complaisance envers le secteur public économique dont les entreprises, malgré leur renflouement en argent frais, végètent dans un marasme qui perdure. Votre sentiment sur cette appréciation ?**

On croit à nouveau aux vertus du secteur public économique comme moteur de la croissance et du développement dans beaucoup de domaines. Ce n'est pas tout à fait faux. Nous souhaitons quant à nous une politique de soutien des entreprises privées pour l'émergence de champions à l'exemple de Cevital, Sim, le groupe Benamor... L'économie que nous avons dans sa partie privée ne fonctionne pas correctement pour produire tous les 5-10 ans des groupes à dimension internationale. L'environnement est hostile. On a l'impression que dans ce pays tout ce qui dépasse on coupe ! On n'a pas de banque privée. Celles qui ont été créées ont été éliminées. Impossible aussi de créer une compagnie d'assurance. Ce que nous voulons, c'est que l'on soit cohérent, qu'on laisse travailler. Souvent, il y a une tutelle, des ministères asphyxiants. Qu'on dépenalise les actes de gestion. On ne met pas les chefs d'entreprise en prison quand ils prennent un risque. Enfin, que l'Etat ait de la discipline, que ses services fonctionnent selon les règles universelles et pas comme le père Noël qui passe remettre des subventions. La question financière est importante mais ne doit pas précéder les autres efforts de restructuration, de nouvelles visions. Il faut introduire les contrats de performance, un business-plan, un renouveau industriel. Et c'est alors là qu'il faut un accompagnement financier.

**Absence de stratégie claire, une politique économique en changement constant. Vous patrons, que diriez-vous aux Algériens qui regardent admiratifs l'essor de la Chine, des pays émergents, ceux d'Asie notamment ?**

Notre développement économique manque cruellement de stratégie. On ne sait pas ce que nous voulons. Nous voudrions que l'on nous dessine l'Algérie de 2020-2030 qui doit être pensée aujourd'hui. Les autorités doivent faire de la prospective, il y a un ministère pour cela. On devrait connaître la place des secteurs privé et public dans l'économie. Quel type d'industrie voulons-nous : choix de la sous-traitance, l'accent sur les innovations que nous souhaitons, quels sont les secteurs d'exportation pour les autres ? Faut-il faire plutôt des blue-jeans que des tee-shirts, des téléviseurs, des voitures ? On a l'impression qu'on est dans une voiture la nuit et on n'est capable de voir ce qu'éclairent les phares. Nous avons besoin de nous projeter dans le futur car en plus il y a les prises de risques inhérents aux investissements. L'Algérie de 2020 a besoin de définir les secteurs qui recevront les jeunes qui viennent des universités et des centres



Photo : Samir Sid

de formation. Bref, nous pratiquons une politique conjoncturelle au coup par coup. C'est bien de répondre aux attentes du moment, mais c'est mieux de les intégrer dans une vision de long terme qui préciserait pour chacun des acteurs économiques son rôle. Il y a deux groupes de pays dans le monde : les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et les Pigs (Portugal, Italie, Grèce, Espagne). Aujourd'hui, ce sont les Brics qui portent la croissance au plan mondial. Pour l'Algérie, l'étendue de son territoire, l'importance et la jeunesse de sa population, ses moyens financiers constituent autant d'atouts pour un décollage. Pour rappel, l'Afrique du Sud, dans les années 60, était bien plus pauvre que notre pays.

**D'où pourrait venir le déclic pour un véritable décollage économique ? Les hydrocarbures, principale source de revenus, nous renvoient aussi à leurs effets pervers tant décriés...**

Oui, ce déclic intéresse beaucoup de théoriciens mais cela dépend des pays. Cela peut venir de l'agriculture, les innovations dans l'industrie. Le pétrole est décevant pour plusieurs raisons. Il emploie peu de monde et peu de PMI et PME lui sont connectées en tant que sous-traitants. On aurait dû prendre exemple sur la Norvège pour le développement de notre pays. Nos ressources pétrolières sont consommées dans le soutien des prix, le logement, les autoroutes. Cela n'en fait pas un moteur de croissance. L'aisance financière permet d'acheter la paix sociale. On construit un pays presque à l'envers. Le pétrole est devenu un pansement pour soigner un corps malade. Nous reprochons à nos autorités de penser que l'argent règle tout. C'est une approche complètement déformée. Il nous faut un programme cohérent, des objectifs, des mises à niveau.

**A propos d'argent justement, dans les échanges commerciaux avec l'étranger le privé génère peu de devises. Qu'en dites-vous ?**

En dehors de la fiscalité pétrolière qui est de l'ordre de presque 98%, nous n'avons pas pu dépasser 2 milliards de dollars. Dans ce montant, le privé contribue pour une bonne part dans des produits bruts : le vin, les dattes, les capres, le couscous, la semoule, et avec Cevital l'huile et le sucre (premier produit d'exportation avec 25 millions de dollars).

Le privé est à 80 % dans les exportations, 100% dans le commerce, 98 % dans l'agriculture. Il est présent dans toutes industries hors hydrocarbures, dans l'industrie et selon les secteurs nous sommes à 40 et 60 %. En résumé, la valeur ajoutée s'établit à 80%. On est dans la création de richesses hors pétrole qui est dominant. Il est le premier employeur avec 6,5 millions d'employés sur une population active de 10 millions. Le

taux de croissance du privé est le plus élevé. Mais, curieusement, ces dernières années, notre taux de croissance a été tiré vers le bas par les hydrocarbures. Il y a eu une insuffisance de production, un marché international déprimé. Le taux de croissance se situe ainsi autour de 6%. Le secteur pétrolier participe dans 1 à 2 %.

Actuellement, ce taux pour le privé est de 3,5 à 4 %. La locomotive, ce sont les PME-PMI.

**Ancien ministre, grand patron qui réussit dans son secteur, vous avez le privilège d'avoir été des deux côtés de la barrière. Quelle expérience en avez-vous tirée ? Cela vous met-il dans des dispositions différentes quant au traitement de la chose économique ?**

L'activité de ministre durant presque quatre ans m'a permis de mieux comprendre le mystère de prise de décision de

Entretien réalisé par  
Brahim Taouchicht

nos autorités caractérisée, à la fois, par la complexité des dossiers et l'impératif constant de trouver les équilibres. Mon apport a surtout consisté à mieux éclairer le gouvernement sur la réalité du secteur privé, sa composante et son hétérogénéité. Cette action a partiellement permis d'améliorer la conception de nos autorités de ce secteur. A l'inverse et fort de cette position « officielle », je m'évertuais auprès de mes collègues à expliquer le bien-fondé des mesures prises dans le cadre des politiques économiques engagées.

Cela étant, le constat amer qui me taraude jusqu'à ce jour concerne nos réformes qui, depuis les années 90, initiées par M. Hamrouche, traînent en longueur. Plus de vingt ans après, nous sommes toujours confrontés aux mêmes problèmes (foncier, financement, exportation, environnement des affaires, ...) avec les mêmes approches et les mêmes actions engagées.

**Vous réclamez une meilleure communication patronat-pouvoirs publics. Cela semble fait dans le cadre de la tripartite. Et dans le même temps, vous mettez à l'index la non-application des décisions qui sont prises. Alors, osons la question : à quoi sert la tripartite ?**

La tripartite doit être la forme supérieure de la concertation avec nos autorités.

Elle ne peut être que politique en raison de la qualité des acteurs représentant notre gouvernement. De notre point de vue, cette concertation doit être précédée par d'autres réunions plus techniques, plus fréquentes et devant regrouper tous les acteurs de la scène économique en vue de dégager des consensus sectoriels

à valider par la tripartite. La tripartite tenue une fois par an en moyenne n'est pas suffisante pour insuffler et propager un dialogue fécond et une concertation sereine et utile.

**Votre second mandat prendra fin en octobre. Comptez-vous vous représenter à la tête du FCE parce que vous estimez avoir des engagements à faire aboutir ?**

Mon mandat prend fin le 17 novembre exactement, soit le jour de la tenue de notre assemblée générale électorale. Le FCE est très soucieux du respect des principes d'organisation et, dans ce contexte, nous appliquons scrupuleusement nos statuts et règlement intérieur. J'ai confirmé que je me représente pour un nouveau mandat de deux ans.

Ma décision a été prise en tenant compte de deux raisons majeures. Il s'agit de ma volonté de développer notre association en lui donnant plus de poids sur la scène économique pour peser sur les prises de décision à caractère économique en faveur des PME/PMI et du secteur privé. Nous travaillons à ce que le FCE soit représentatif d'un patronat éclairé et citoyen mobilisé pour la création de valeurs avec son corollaire la résorption du chômage. Je pense persévérer dans cette voie grâce au soutien d'une bonne partie de nos membres.

Aussi, ma candidature vient en réponse à une demande pressante de beaucoup de membres du FCE qui n'ont eu de cesse d'intervenir pour que je proroge mon mandat. De toute manière, je resterai attaché au FCE et à ses ambitions, quel que soit mon statut.

B. T.